

Les organismes communautaires contre la privatisation et la tarification des services publics
D'AUTRES CHOIX SONT POSSIBLES : ÇA PREND SEULEMENT DU COURAGE

Montréal, le 12 mars 2011 -- La Coalition des tables régionales d'organismes communautaires (CTROC) joint sa voix à celles des mouvements sociaux pour réclamer du gouvernement Charest la fin de la privatisation et la tarification des services publics au Québec. D'autres choix sont possibles pour assurer l'égalité des chances et ainsi garantir la justice sociale pour toutes et tous. À la veille du dépôt de son budget, le ministre Bachand doit prendre des décisions courageuses et aller chercher l'argent là où il est, c'est-à-dire dans les poches des grandes entreprises et des plus fortunés, afin de se donner les moyens de répondre favorablement aux revendications de la Coalition des « Mains rouges » et de l'Alliance sociale qui organisent conjointement la manifestation d'aujourd'hui.

« Le dernier budget Bachand était « violent » économiquement en s'attaquant aux plus démunis de notre société et à la classe moyenne. Les tarifs imposés frappent déjà et frapperont encore davantage celles et ceux qui arrivent à peine à joindre les bouts et qui ont de plus en plus recours aux organismes communautaires pour s'en sortir. La privatisation des services publics empire la situation et les coupures dans les programmes sociaux font fondre comme peau de chagrin le tissu social que s'est donné le Québec depuis la Révolution tranquille. Ça ne peut plus durer et le gouvernement Charest doit écouter la population qui rejette ses politiques néolibérales » déclare Pierre-Philippe Lefebvre, porte-parole de la CTROC.

Pour la CTROC qui regroupe près de 3000 organismes communautaires présents dans toutes les régions, la « contribution santé », la hausse des frais de scolarité, des tarifs d'électricité et de la TVQ, tout comme l'imposition de multiples tarifs introduisant le principe de l'utilisateur-payeur, constituent ni plus ni moins que des gestes de lâcheté politique. Pierre-Philippe Lefebvre ajoute : *« Si le ministre Bachand veut réellement faire preuve de courage, il imposera entre autres de justes redevances aux compagnies qui viennent piller nos ressources naturelles, reverra les généreuses subventions qu'il leur accorde, luttera pour vrai contre l'évasion et l'évitement fiscal, mettra sur pied une commission d'enquête sur la corruption et la collusion et instaurera un palier d'impôt supplémentaire pour les plus fortunés de notre société ».*

Les solutions avancées par les mouvements sociaux rapporteraient au Trésor public près de 9 milliards \$ par année, ce qui s'avère suffisant, et même plus encore, pour garantir l'universalité des services publics, et plus particulièrement le droit de toutes et de tous à une éducation de qualité, à des soins de santé et à des services sociaux accessibles. *« Aujourd'hui, nous sommes des milliers à exprimer haut et fort notre attachement à ces principes et notre rejet des politiques régressives du gouvernement Charest. Le Premier ministre et son ministre des Finances doivent en prendre acte lors du dépôt du prochain budget québécois prévu le 17 mars. Dans le cas contraire, la mobilisation citoyenne se poursuivra et nous serons de celles et ceux qui s'en souviendront aux prochaines élections »*, conclut le porte-parole de la CTROC.

-30-

Informations :

- Gabrielle Pelletier - responsable aux communications - CTROC - 819-639-5545
- Pierre-Philippe Lefebvre - porte-parole - CTROC - 819-239-4129

La Coalition des tables régionales d'organismes communautaires (CTROC) est membre de la Coalition des « Mains rouges » qui regroupe plus de 120 organisations syndicales, étudiantes, féministes et communautaires. La CTROC représente 16 tables régionales regroupant près de 3000 organismes communautaires oeuvrant principalement en santé et services sociaux et qui contribuent au développement social et économique du Québec. Par leurs actions autonomes, ces organismes participent à la transformation de la société québécoise et rejoignent plus de 2 millions de citoyennes et citoyens.